

absolument mauvaise et à notre avis, cet article devrait être supprimé du bill.

Il y a un moment, un de mes collègues m'a demandé—et il peut poser lui-même la question—à quoi sert cet argent. Ma foi, je lui ai répondu que l'argent va simplement grossir les recettes globales du gouvernement; il ne servira à aucune fin précise. Le ministre a tenté de souligner que le gouvernement utilise cet argent à des fins de progrès social, mais si les provinces prétendent que cet argent doit servir à des fins particulières et qu'elles devraient l'obtenir à ces fins, le ministre refuse en disant que cet impôt doit s'ajouter aux recettes globales.

C'est un nouvel impôt sur le revenu que le gouvernement veut prélever. Le gouvernement fédéral pourra donc ainsi percevoir des fonds qu'il n'aura pas à remettre aux provinces, et c'est justement le genre d'impôt qui pèse le plus lourdement sur les pauvres. C'est une mesure des plus rétrogrades. Le comité plénier devrait s'opposer à l'article 27 du bill et le retrancher.

[Français]

M. Mongrain: Monsieur le président, au sujet de cet article 27, j'ai entendu l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), à l'instar d'autres députés, parler de discrimination entre riches et pauvres, parler d'une différence de traitement qui n'est pas justifiée entre les millionnaires et les pauvres. A mon avis, il existe des relents de démagogie là-dedans, monsieur le président, parce que, en définitive, le principe qui a inspiré cette législation est simple, et on le vit depuis de très nombreuses années. Il s'agit ni plus ni moins d'une prime d'assurance et presque toutes nos lois sociales ont été fondées sur ce système de paiement.

Par exemple, qu'un individu soit riche ou pauvre, il assure sa maison contre le feu; alors, la prime d'assurance sera la même, évidemment. S'il assure son automobile contre les accidents ou le vol, la prime d'assurance sera la même pour le pauvre que pour le riche.

On avance également l'argument à l'effet que si les vieillards n'ont pas assez d'argent pour subsister, il n'est pas juste de les taxer davantage. On a beaucoup de sympathie pour cet argument-là, parce que tout le monde connaît les difficultés, surtout dans une période d'austérité économique comme celle que nous traversons, que peuvent éprouver ceux qui gagnent de petits salaires ou ceux qui touchent des pensions. Mais il reste une vérité qu'on ne peut nier, c'est que le gouvernement ne peut pas payer indéfiniment sans aller chercher de l'argent quelque part.

Ce qui m'étonne et ce que je trouve illogique, dans le raisonnement des députés de

l'opposition qui s'opposent à la mesure, c'est que, jour après jour, nous les entendons, dans cette enceinte, réclamer des dépenses de l'ordre de centaines de millions de dollars, assez souvent. Si l'on additionnait les réclamations faites à la Chambre, il en coûterait au gouvernement plus d'un milliard de dollars, mais on ne propose pas souvent de solutions pour trouver de nouvelles sources de revenus. Au fait, quand le gouvernement cherche à prélever une taxe, on s'empresse de protester.

Je comprends qu'on avance des théories, comme celle du Crédit social, par exemple, ou celle du Nouveau parti démocratique, qui voudrait socialiser toutes nos entreprises et qui nous laisse croire qu'un Père Noël pourrait surgir et donner à la nation des sources de revenus inépuisables, tout en permettant de distribuer gratuitement de l'argent à tout le monde. Mais de telles promesses me semblent illusoire, car elles n'ont pas fait leurs preuves jusqu'ici, si l'on en juge par le fiasco auquel ont abouti d'autres pays qui ont fait des tentatives semblables.

La vérité est austère, mais elle saute aux yeux: On n'a rien pour rien. Si l'on veut faire des cadeaux à quelqu'un, il faut les payer. Le même principe s'applique à l'État et aux individus. Alors, il faut aller chercher l'argent quelque part. On dit: Taxez les riches! Il y a quelques années, un politicien américain, Huey Long, et le parti politique auquel il appartenait, se servaient du slogan: «Soak the rich». Que va-t-il arriver? A un moment donné, on va réussir à faire plus de pauvres, parce qu'il ne restera pas assez d'argent aux riches pour investir, pour faire travailler les pauvres. Cette vérité devrait sauter aux yeux de ceux, du moins, qui ne croient pas trop au Père Noël, qui ont dépassé ce stade.

Il est vrai que dans le contexte dans lequel nous vivons, il existe une catégorie de Canadiens qui auraient certainement besoin, soit d'aide supplémentaire, soit de soulagement dans les charges fiscales. Si l'on veut continuer à leur garantir ce qu'on leur donne déjà, cela ne peut certainement pas s'opérer du jour au lendemain, par l'effet d'un miracle. Le gouvernement ne donne certainement rien gratuitement. Il faut qu'il trouve l'argent quelque part.

• (4.30 p.m.)

Dans cette législation, on applique le principe de la police d'assurance: On achète une police d'assurance et la prime est la même pour les pauvres que pour les riches, pour quelque genre d'assurance qu'il s'agisse, même pour les bénéfices sociaux.

Je ne crois pas que cela améliore la situation. Au point de vue électoral, une telle pratique est peut-être rentable, et il est peut-être avantageux de crier devant le public que les